

# BRÈVES SECTORIELLES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°2025-09 du 9 mai 2025

## En bref

### Énergie

1. L'Inde menace d'anticiper le désenvasement des principaux barrages hydroélectriques en Jammu-et-Cachemire dans un contexte de tensions avec le Pakistan.
2. L'Inde lance un programme de certification pour l'hydrogène vert.
3. Le Kochi Water Metro convertit les mauvaises herbes aquatiques en biocarburant pour lutter contre les perturbations de service.

### Transports

4. **Bangladesh** : Le Bangladesh engage une vaste initiative de modernisation et de transition écologique de son réseau ferroviaire.
5. L'Inde annule l'accord de transbordement des marchandises avec le Bangladesh.
6. L'Inde inaugure son premier port de transbordement en eaux profondes à Vizhinjam.
7. Le gouvernement indien approuve une nouvelle autoroute de 2,74 Mds USD pour renforcer la connectivité du Nord-Est.
8. L'Inde prévoit d'investir 24 Mds USD dans des projets routiers au Telangana d'ici 2028-29.

## **Ville**

9. Approbation du plan d'action 2025 pour renforcer la revitalisation des rivières urbaines

## **Numérique**

10. Starlink obtient l'approbation réglementaire indienne pour les services de communication par satellite.

## **Santé**

11. Takeda lancera son vaccin contre la dengue en Inde avec Biological E. l'année prochaine ; Dr. Reddy's introduira un nouveau médicament de Sanofi en Inde.
12. Le comité des médicaments envisage de restreindre la vente de médicaments en libre accès pour éviter les abus.

# Énergie

## L'Inde menace d'anticiper le désenvasement des principaux barrages hydroélectriques en Jammu-et-Cachemire dans un contexte de tensions avec le Pakistan

Suite à la suspension du Traité des Eaux de l'Indus, l'Inde menace de procéder au désenvasement des principaux barrages hydroélectriques en Jammu-et-Cachemire, notamment les barrages de Salal et de Baglihar. Cette opération consisterait à vider les réservoirs pour éliminer les sédiments accumulés et pourrait commencer avant la saison habituelle de la mousson. L'objectif serait d'augmenter la capacité de production d'électricité et d'améliorer l'efficacité des centrales hydroélectriques. Une évaluation de la NHPC en 2019 semble indiquer que la charge annuelle moyenne de sédiments entrant dans le réservoir de Salal est d'environ 30 millions de mètres cubes (MCM). Alors que la capacité initiale du réservoir était de 284 MCM, elle serait maintenant réduite à seulement 12-13 MCM.

Cette menace indienne intervient après l'attaque terroriste de Pahalgam, qui a conduit l'Inde à suspendre le traité avec le Pakistan. L'Inde envisage également de construire six nouveaux projets hydroélectriques pour renforcer la production d'électricité dans la région.

[En savoir plus](#)

## L'Inde lance un programme de certification pour l'hydrogène vert

Le ministère des Énergies nouvelles et Renouvelables (MNRE) a introduit un programme de certification pour l'hydrogène vert (GHCI), visant à garantir que l'hydrogène produit dans le pays provient de sources d'énergie renouvelables. Un comité technique, associant le MNRE, le Ministère de l'Énergie (MoP) et son agence affiliée, le Bureau of Energy Efficiency (BEE), ainsi que le Ministère du Pétrole et du Gaz naturel (MoPNG), en plus d'associations et de professionnels, a été créé.

Ce programme lancé dans le cadre de la Mission nationale pour l'hydrogène vert (NGHM), établit des normes pour la mesure, la surveillance et la certification de la production d'hydrogène vert. Il s'applique uniquement à l'hydrogène produit par électrolyse ou conversion de biomasse, avec un plafond d'émissions fixé à 2 kg de CO<sub>2</sub> par kg d'hydrogène produit, et exclut pour l'instant les volets transport et stockage de l'hydrogène. Ce plafond d'émissions est mesuré en termes de kg de CO<sub>2</sub> équivalent par kg d'hydrogène (kg CO<sub>2</sub>eq/kg H<sub>2</sub>), une unité qui quantifie l'intensité des émissions de gaz à effet de serre associées à la production d'hydrogène. Les obligations de déclaration incomberont aux producteurs d'hydrogène qui devront fournir les preuves nécessaires au regard de l'électricité consommée. La mesure des émissions et de l'intensité carbone, devront être calculées annuellement selon la méthode établie.

Le programme prévoit également un système de certification des sites de production : d'une part, un *concept certificate* volontaire pour la conception de l'installation, et d'autre part, le *facility level certificate*, un certificat obligatoire lors de la mise en marche de l'installation.

Le programme espère notamment renforcer la crédibilité des exportations indiennes d'hydrogène vert et encourager l'adoption de ce carburant émergent par les secteurs à forte intensité énergétique.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## **Le Kochi Water Metro convertit les mauvaises herbes aquatiques en biocarburant pour lutter contre les perturbations de service**

Le Kochi Water Metro a élaboré un plan pour transformer les mauvaises herbes aquatiques, qui perturbent les services de bateaux, en biocarburant. Cette initiative vise à convertir les jacinthes d'eau collectées en une ressource utile, réduisant ainsi les interruptions de service. Le Kochi Water Metro Limited (KWML) a entamé des discussions préliminaires avec une entreprise privée basée à Kalamassery pour explorer la possibilité d'utiliser ces mauvaises herbes comme biocarburant dans leurs unités de production.

[En savoir plus](#)

# **Transports**

## **Bangladesh**

### **Le Bangladesh engage une vaste initiative de modernisation et de transition écologique de son réseau ferroviaire**

Le gouvernement prévoit de développer, avec l'appui de plusieurs partenaires internationaux, une stratégie à court, moyen et long terme visant à accroître la capacité de fret, améliorer les services aux passagers, et renforcer les infrastructures ferroviaires du pays. Elle repose notamment sur une électrification du réseau et une meilleure intégration entre le rail, les ports et le transport maritime, dans le but de dynamiser les flux de conteneurs et d'étendre les opérations ferroviaires à l'échelle nationale : (i) à court terme, le gouvernement prévoit d'augmenter les recettes en révisant les tarifs passagers et fret, et en lançant un nouveau service express sans arrêt entre Dhaka et Chattogram ; (ii) à moyen terme, le ministère des Chemins de fer souhaite transférer par rail le transport des marchandises essentielles de l'État (céréales, engrais, carburant), afin de rationaliser la logistique et réduire les coûts de transport. Parallèlement, une monétisation des actifs ferroviaires est envisagée, notamment par la publicité dans les trains et les grandes gares ; et (iii) à long terme, l'objectif est de renforcer la connectivité ferroviaire entre Dhaka et les ports de Chattogram et Mongla, afin de répondre à la croissance rapide du trafic de conteneurs.

Dans ce contexte, le gouvernement s'appuie sur le soutien des bailleurs de fonds internationaux pour accompagner la transformation du réseau ferroviaire. La Banque mondiale a récemment approuvé une assistance technique de 6 M USD destinée à élaborer un plan de transition écologique du système ferroviaire. Ce financement permettra de conduire des études de faisabilité en vue de futurs projets d'investissements, notamment la reconstruction des gares de Kamalapur et de

l'aéroport de Dhaka, ainsi que le renforcement de la connectivité ferroviaire à Chattogram, la deuxième ville du pays.

Ce projet s'inscrit en complémentarité avec d'autres initiatives financées par des partenaires internationaux. À titre d'exemple, l'Union européenne, en collaboration avec la Banque asiatique de développement (BAsD), soutient un projet majeur d'électrification ferroviaire de 600 M USD à Chattogram.

Un autre projet prévoit la construction d'une nouvelle ligne électrique Dhaka–Cumilla, destinée à délester la ligne existante du trafic passager, la libérant ainsi pour le transport de fret. Ce projet financé par la BAsD (255 M USD) vise à réduire les coûts d'exploitation, améliorer les temps de parcours, et désengorger les routes, tout en contribuant à une meilleure mobilité entre Dhaka et Chattogram.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## L'Inde annule l'accord de transbordement des marchandises avec le Bangladesh

Dans un contexte de tension croissante entre l'Inde et le Bangladesh depuis la chute du gouvernement Hasina à l'été 2024, l'Inde a annoncé début avril l'annulation de l'accord de transbordement des marchandises qui avait été introduit en 2020. Celui-ci permettait aux exportateurs bangladais de faire transiter leurs marchandises à destination de pays tiers par les ports et aéroports indiens via les frontières terrestres entre les deux pays. Le ministère indien des affaires étrangères a légitimé cette décision par la congestion importante dans les aéroports qui en résultait, pénalisant les exportateurs indiens (retards, coûts croissants).

Cet accord était particulièrement avantageux pour les biens bangladais nécessitant d'être envoyés par cargo aérien, bénéficiant des prix plus attractifs par rapport à l'aéroport de Dhaka et de la disponibilité des aéroports de Calcutta et de Delhi en particulier. Ainsi, d'après l'organisation patronale des fabricants de prêt-à-porter BGMEA, environ 18% des colis de vêtements expédiés par air l'étaient via un aéroport indien (soit 600 tonnes environ chaque semaine). Sur les 15 derniers mois, cela représentait néanmoins seulement 462 M USD, alors que le pays exportait en 2023-24 près de 44 Mds USD.

A la suite de cette affaire, le gouvernement a semblé vouloir renforcer la mise en place de services de fret directs depuis le Bangladesh. Une réunion en urgence a eu lieu le 21 avril pour accroître la capacité de l'aéroport de Chittagong. A court-terme, l'aéroport peut compter sur une capacité de 270t de marchandises, inutilisée depuis l'arrêt des vols de fret en 2022 à cause du manque d'infrastructures, notamment pour les douanes. L'aéroport de Sylhet a connu son premier vol cargo vers l'Espagne le 27 avril dernier, alors que tous les travaux pour accueillir 100t de marchandises avaient été finalisés dès 2022. Dans le même temps, les autorités bangladaises ont confirmé à la presse des discussions avancées entre l'aéroport de Chittagong et la China Eastern Airlines afin d'améliorer la connectivité directe avec la Chine pour le transport de marchandises.

[En savoir plus](#)

### L'Inde inaugure son premier port de transbordement en eaux profondes à Vizhinjam

Le Premier ministre Narendra Modi a inauguré le port international de Vizhinjam à Thiruvananthapuram, dans le Kerala. Construit par Adani Ports and Special Economic Zone Ltd. dans le cadre d'un partenariat public-privé, ce port est le premier hub de transbordement de l'Inde et est positionné pour rivaliser avec Colombo et Dubaï. Avec un investissement de 88,67 Mds INR (environ 1,06 Md USD), le port de Vizhinjam est situé à 10 milles nautiques des principales routes maritimes internationales, offrant une profondeur naturelle de près de 20 mètres et la capacité d'accueillir de grands navires porte-conteneurs.

L'infrastructure du port comprend un quai à conteneurs de 1 800 mètres et une capacité de traitement de 1,5 million d'EVP par an dans sa première phase. Il dispose d'un système semi-automatisé avec une gestion du trafic maritime assistée par l'IA, développé en collaboration avec l'Institut indien de technologie (IIT) de Madras. Depuis le début des opérations d'essai en juillet 2024, plus de 285 navires ont déjà accosté au port.

Actuellement, 75 % du transbordement de l'Inde est traité via des ports étrangers, entraînant des pertes de revenus. Vizhinjam devrait internaliser une part importante de ce trafic tout en soutenant les principales routes mondiales reliant les États-Unis, l'Europe, l'Afrique et l'Asie de l'Est. La Mediterranean Shipping Company a déjà inclus Vizhinjam dans son service Jade reliant les ports de Chine, de Corée du Sud, de Singapour, d'Espagne et d'Italie.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

### Le gouvernement indien approuve une nouvelle autoroute de 2,74 Mds USD pour renforcer la connectivité du Nord-Est

Le Cabinet de l'Union a approuvé la construction d'une autoroute à quatre voies de 166,8 km, reliant Mawlyngkhung au Meghalaya à Panchgram en Assam. Avec un investissement de 228,64 milliards INR (environ 2,74 mds USD), le projet en partenariat public-privé (PPP) fait partie du plan directeur national PM Gati Shakti.

Le corridor proposé couvrira 144,8 km au Meghalaya et 22 km en Assam, visant à améliorer la connectivité régionale entre les principaux centres urbains tels que Guwahati, Shillong et Silchar. Il s'intégrera également au réseau autoroutier existant et améliorera l'accès aux aéroports de Guwahati, Shillong et Silchar. Le temps de trajet entre Shillong et Silchar devrait ainsi passer de 8,5 heures à 5 heures.

Au-delà de l'amélioration de l'efficacité logistique, le corridor vise à soutenir le développement économique de la région, en particulier dans les ceintures de ciment et de charbon du Meghalaya, et à promouvoir le tourisme grâce à un meilleur accès.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre plus large de la politique spéciale de l'Inde pour la région du Nord-Est, qui comprend des programmes adaptés pour la connectivité, la création d'emplois et le développement industriel.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

## L'Inde prévoit d'investir 24 Mds USD dans des projets routiers au Telangana d'ici 2028-29

Le gouvernement central indien a annoncé un investissement de 2 000 Mds INR (environ 24 Mds USD) dans des projets d'infrastructures routières dans l'État du Telangana d'ici 2028-29. L'annonce a été faite par le ministre des Transports routiers et des Autoroutes à l'occasion de son déplacement pour poser la première pierre de plusieurs projets d'un coût de plus de 39 Mds INR (470 M USD).

Le réseau des autoroutes nationales au Telangana a doublé depuis dix ans pour atteindre 5 000 kilomètres, et des travaux se poursuivent dans les 33 districts de l'État. En plus du développement des autoroutes, l'État central propose des projets de conservation de l'eau dans le cadre de l'initiative « Amrit Sarovar » et a sollicité la coopération du gouvernement de l'État.

[En savoir plus](#)

## Ville

### Approbation du plan d'action 2025 pour renforcer la revitalisation des rivières urbaines

Le 25 avril 2025, dans le cadre de la Mission nationale pour un Gange propre (NMCG, National Mission for Clean Ganga) dédiée à la dépollution et à la gestion durable du Gange, le plan d'action 2025 pour l'Alliance des Villes Fluviales (RCA, River Cities Alliance) a été approuvé. Ce plan vise à intégrer une planification urbaine respectueuse des rivières dans les villes indiennes en croissance. Il inclut des programmes de formation, des plateformes d'échange de connaissances, des outils techniques et des études de cas pour promouvoir une gestion durable des rivières urbaines.

Lancée en 2021 par le ministère de l'eau Jal Shakti et le ministère des Affaires urbaines (MoHUA), la RCA regroupe 145 villes indiennes et promeut une approche globale à travers des Plans de Gestion des Rivières Urbaines (Urban River Management Plans). Cinq villes, dont Kanpur et Ayodhya, ont déjà élaboré leurs plans, tandis que 25 autres sont prévus pour 2025 (objectif de 60 plans d'ici 2027-28) avec le soutien de la Banque mondiale.

[En savoir plus](#)

## Numérique

### Starlink obtient l'approbation réglementaire indienne pour les services de communication par satellite

Starlink, division de SpaceX, a reçu une Lettre d'Intention du Département des Télécommunications indien (DoT) pour déployer des services de communication par

satellite, renforçant l'accès à l'internet à haut débit dans les zones reculées de l'Inde. Cette approbation fait suite à l'acceptation par Starlink de règles strictes de sécurité nationale, incluant le stockage des données en Inde, l'utilisation de centres de données locaux, des mécanismes d'interception obligatoires et un suivi des terminaux mobiles toutes les minutes ou tous les 2,6 km. De plus, 20 % du segment terrestre du réseau devra être produit ou développé en Inde dans les premières années.

En contrepartie, le gouvernement a assoupli certaines exigences, telles que la surveillance des terminaux près des frontières (jugée non conforme au *Telegraph Act*) et l'obligation d'une participation majoritaire indienne, permettant à Starlink d'opérer sous les normes d'investissement étranger direct à 100 %. Avec 7 000 satellites en orbite terrestre basse (visant 40 000), Starlink proposera des services fixes et mobiles, prenant une avance notable sur Eutelsat OneWeb qui, bien que disposant des autorisations nécessaires, reste limité aux services fixes en raison de contraintes réglementaires. Starlink attend encore l'approbation de l'IN-SPACe (Centre national indien pour la promotion et l'autorisation des activités spatiales) et l'allocation de spectre. Les autorités estiment toutefois que ses services, principalement domestiques, seront plus coûteux que les réseaux traditionnels. Les partenariats noués avec Reliance Jio et Bharti Airtel en mars renforcent également la position de Starlink.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## Santé

### Takeda lancera son vaccin contre la dengue en Inde avec Biological E. l'année prochaine; Dr. Reddy's introduira un nouveau médicament de Sanofi en Inde

Le géant pharmaceutique japonais Takeda prévoit de lancer son vaccin contre la dengue, Qdenga, en Inde l'année prochaine, en partenariat avec l'entreprise Biological E, basée à Hyderabad. Des essais cliniques sont actuellement en cours, et Takeda espère obtenir une autorisation de mise sur le marché en Inde d'ici 2026.

Par ailleurs, Dr. Reddy's Laboratories a renforcé sa collaboration avec Sanofi Healthcare afin d'introduire en Inde un médicament innovant destiné à prévenir les infections des voies respiratoires inférieures chez les nouveau-nés. L'entreprise prévoit de lancer Beyfortus, une injection préremplie contenant l'anticorps monoclonal nirsévimab, conçue pour prévenir les infections des voies respiratoires inférieures (LRTI) causées par le virus respiratoire syncytial (VRS) chez les nourrissons et les nouveau-nés.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## Le comité des médicaments envisage de restreindre la vente de médicaments en libre accès pour éviter les abus

Le comité consultatif des médicaments en Inde examine une proposition visant à limiter la vente de médicaments en libre accès (OTC/Over the Counter) afin d'en prévenir les usages abusifs et de garantir la sécurité des patients. Le projet prévoit de restreindre la vente sans prescription médicale à 27 médicaments, incluant des antipyrétiques et des antalgiques, avec des limites strictes de dosage et de quantité. L'objectif du comité est de maintenir l'accessibilité des traitements tout en renforçant la sécurité des patients, en excluant plusieurs médicaments actuellement disponibles en vente libre et en recommandant des formats de conditionnement réduits pour un usage plus sûr. L'Organisation centrale de contrôle des normes des médicaments (CDSCO), l'autorité de régulation pharmaceutique du pays, a constitué l'année dernière un sous-comité de huit membres pour élaborer un cadre réglementaire relatif aux médicaments OTC. Contrairement aux États-Unis, au Royaume-Uni ou à d'autres pays disposant de lignes directrices claires, l'expression *over the counter* n'est pas défini dans la loi indienne sur les médicaments et les cosmétiques de 1945.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>